

Les Irlandais donnent du fil à retordre à Theresa May

AVORTEMENT Le « oui » au référendum de Dublin relance le débat en Irlande du Nord

► L'abrogation du 8^e amendement de la Constitution a recueilli 66,4 % des voix.

► Le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, promet une loi sur la légalisation de l'avortement d'ici la fin de l'année.

► Des députés britanniques réclament désormais la légalisation de l'avortement en Irlande du Nord.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Décidément, la frontière entre la République irlandaise et l'Irlande du Nord pose bien des problèmes à la cheffe de l'exécutif britannique, Theresa May. La Première ministre britannique, qui s'est engagée à ce que le Brexit ne s'accompagne pas du rétablissement d'une « frontière dure » entre l'Eire et l'Ulster, semble incapable de trouver une solution concrète qui lui permette de tenir sa promesse. Et voilà qu'en votant massivement pour la légalisation de

l'avortement, les citoyens de la République irlandaise viennent de relancer le débat sur l'interdiction quasi absolue de l'avortement de l'autre côté de la frontière, en Irlande du Nord, l'une des quatre nations constitutives du Royaume-Uni.

Une anomalie

L'Ulster et l'Eire ont longtemps été unies dans leur rejet de la libéralisation des mœurs. Jusqu'au référendum du 22 mai 2015, le mariage homosexuel était interdit dans les quatre provinces irlandaises. Depuis, non seulement les gays ont le droit de se marier en République irlandaise mais le pays

est actuellement dirigé par un Premier ministre ouvertement gay pour la première fois de son histoire, Leo Varadkar. Depuis vendredi, l'Eire s'est encore davantage désolidarisée de sa voisine du nord en votant à 66,4 % en faveur de la légalisation de l'avortement.

Vu de Dublin et de Londres, la législation anti-avortement de l'Irlande du Nord apparaît plus que jamais comme une anomalie qui a besoin d'être rectifiée sans tarder. Samedi, dans la foule immense rassemblée sur l'esplanade située devant le château de Dublin pour la proclamation des résultats, des femmes réclamaient la léga-

lisation de l'avortement au nord de la frontière. Dans les heures qui ont suivi, des députées britanniques ont exprimé la même volonté de voir l'Ulster suivre l'Eire sur le chemin de la légalisation de l'avortement.

Stella Creasy, élue du Parti travailliste, s'est engagée à porter le débat à Westminster. « *Nous ne pouvons pas abandonner les Irlandais du Nord* », a fait valoir la députée londonienne. C'est aussi l'avis de plusieurs députées conservatrices et membres du gouvernement de Theresa May. La ministre chargée du Développement et de l'Égalité entre les sexes s'est exprimée très clairement sur le sujet. Selon Penny Mordaunt, l'espoir suscité en Irlande du Nord par le référendum irlandais « *ne doit pas être déçu* ».

Theresa May n'a quant à elle pas réagi au « oui » massif des Irlandais en faveur de la légalisation de l'avortement. La Première ministre britannique, qui n'a pas remporté la majorité absolue lors des élections législatives anticipées de juin dernier, est tributaire du soutien appor-

té par le Parti unioniste d'Irlande du Nord, le DUP. Or, celui-ci est farouchement opposé à la légalisation de l'avortement.

« Province rétrograde »

L'Ulster « *ne doit pas être acculé à accepter l'avortement à la demande* », a réagi samedi Ian Paisley, l'un des 10 élus DUP de la Chambre des Communes.

La responsabilité de Theresa May dans le débat qui vient de s'ouvrir est d'autant plus grande que l'Irlande du Nord n'a pas de gouvernement depuis janvier 2017. Depuis, les deux principaux partis, le DUP et le Parti républicain irlandais, le Sinn Fein, n'arrivent pas à s'entendre pour former une nouvelle coalition. L'Ulster est administrée par des fonctionnaires.

C'est donc à Westminster qu'il revient de réformer la loi nord-irlandaise sur l'avortement. Dimanche, la numéro 1 du Sinn Fein, Michelle O'Neill, a laissé entendre qu'elle préférerait cette option au statu quo « *parce que le Nord est en train de devenir une province rétrograde* ». ■

AMANDINE ALEXANDRE

« Sous son air modeste, c'est un redoutable stratège »

AFRIQUE DU SUD Cyril Ramaphosa, qui a succédé au très contesté Zuma, a passé avec succès le premier cap symbolique de son sacre

JOHANNESBOURG

DE NOTRE CORRESPONDANTE

L'Afrique du Sud vit une période d'euphorie, depuis que Cyril Ramaphosa est devenu président le 15 février, suite à la démission du très corrompu Jacob Zuma. Pour David Everatt, directeur de la « School of governance » (Ecole de gestion politique) de l'Université de Witwatersrand, le nouveau chef d'Etat a passé avec succès, samedi, le cap des 100 premiers jours : « Après toutes ces années de colère contre la "capture de l'Etat" (par les frères Gupta, des hommes d'affaires liés à Zuma, NDLR), les gens voulaient que les têtes tombent tout de suite. Mais dans un Etat moderne, cela ne se passe pas ainsi. Ramaphosa a été très habile. Je le surnomme "le maître des coïncidences". Ainsi, le jour même où Zuma a dit dans une interview à 15 heures qu'il ne démissionnerait pas, la police a fait un premier raid sur la maison des Gupta et le soir même, le chef de l'Etat a rendu son tablier. Ce genre de "coïncidences" s'est répété, si bien que les gens les plus corrompus ont soit été suspendus, inculpés ou ont quitté le pays, sans que Ramaphosa apparaisse au premier plan. Par ailleurs, il a rappelé au gouvernement des ministres compétents, qui avaient été limogés par Zuma, et changé tous les conseils d'administration des sociétés publiques. Mais démanteler les réseaux de corruption au niveau local va prendre plus de temps. »

Comment Ramaphosa a réussi à asseoir si vite son autorité sur l'ANC - le Congrès national africain -, malgré la pré-

sence de partisans de Zuma à des postes élevés ?

Le château de cartes s'est effondré très vite. Les gens se sont ralliés à Ramaphosa parce qu'il est le seul à pouvoir conduire l'ANC à une victoire aux élections de 2019. Il y a toutefois des violences politiques au Kwazulu-Natal, le fief de Zuma, qui ne veut pas du nouveau chef d'Etat, parce qu'il appartient à une petite ethnie du nord du pays. Pour le moment, ce dernier laisse faire, en espérant que la situation se calmera.

Ramaphosa a promis de redistribuer les terres aux Noirs, sans compensation pour les propriétaires blancs, afin de réparer le « péché original » de la colonisation. Cela ne risque pas d'effrayer les investisseurs étrangers ?

Les décisions prises par les investisseurs sont obscures, alors je ne pense pas qu'il faille en tenir compte. Le problème de la terre est crucial en

Afrique du Sud, aussi parce que détenir une parcelle permet aux pauvres d'obtenir un prêt et s'insérer dans l'économie. Ramaphosa vient d'organiser un Sommet sur la terre. A sa demande, des universitaires ont préparé le document de base : ils ont démolé la politique de redistribution des terres menée par l'ANC depuis 1994. C'est un appel au réalisme. Cela dit, je pense que Ramaphosa veut vraiment que les choses bougent quand il parle d'un nouveau « contrat social ». L'Afrique du Sud reste le pays le plus inégalitaire au monde : 10 % des Sud-Africains possèdent 70 % des richesses. Le salaire du directeur d'une grande chaîne de supermarchés est 75 fois plus élevé que le salaire moyen dans son entreprise.

Sous Zuma, il y a aussi eu un accroissement des tensions raciales...

Pour le moment, le nouveau président a le soutien de toutes les composantes de la société sud-africaine. Son défi est de convaincre les Noirs qu'il peut faire avancer la transformation raciale de l'économie. Thabo Mbeki (président jusqu'en 2008, NDLR) a créé une nou-

velle classe moyenne noire, mais qui reste minoritaire. Les gens sont devenus très cyniques et ne croient plus à la Constitution parce que pour réussir, il faut faire partie des réseaux de corruption dans le secteur public et privé. Ramaphosa doit restaurer cette confiance, en ramenant une éthique. Mais il reste à voir s'il pourra vraiment transformer les structures de l'économie, qui reste dominée par des grands groupes blancs.

Ramaphosa a-t-il des points communs avec le style de leadership Mandela ?

J'ai fait des sondages d'opinion pour tous les présidents et les seuls qui ont accepté de visionner des groupes de discussion critiques sont Mandela et Ramaphosa : ils ont la même confiance en eux, la même ouverture à la critique. Ce sont aussi des hommes de consensus. Mais là où Mandela pouvait compter sur son incroyable aura, Ramaphosa y arrive par le travail, sans se mettre en avant. Mais sous son air modeste et détaché, c'est un redoutable stratège. ■

Propos recueillis par
VALÉRIE HIRSCH

L'avortement dans l'Union européenne

